

<b>ANNEXE 3 : Déclaration d'urgence climatique et sociale de la Région Centre-Val de Loire</b>
--

**Vu l'article L 4221-1 du Code général des collectivités territoriales**

**Vu l'article L 1111-9 du Code général des collectivités territoriales**

**Vu la loi n°2019-1147 relative à l'énergie et au climat dite Loi énergie climat**

**Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

Après en avoir délibéré, et voté,

DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

- CONSIDÉRANT les rapports du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution de la biodiversité (IPBES) ;
- CONSIDÉRANT le rapport du Sénat « Adapter la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050 : urgence déclarée » concernant les risques naturels aggravés, les effets sanitaires du réchauffement, les risques sur les ressources en eau et la perturbation des activités économiques ;
- CONSIDÉRANT qu'en novembre 2021, les dirigeants mondiaux de 175 pays ont reconnu la menace du changement climatique fait état des résultats de leurs engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et qu'ils ont actés le besoin urgent de les amplifier et d'accélérer leur mise en œuvre, en acceptant de maintenir le réchauffement « bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels » et de poursuivre les efforts en cours pour limiter l'élévation de température à 1,5°C ;
- CONSIDÉRANT que les conséquences irréversibles déjà causées par le réchauffement climatique d'environ 1°C démontrent que la Terre est déjà trop chaude pour assurer la sécurité et la justice sociale au niveau attendu par les citoyens, comme en témoignent l'augmentation et l'intensification des incendies de forêt, des inondations, de l'élévation du niveau des mers, des maladies, de la sécheresse et des conditions météorologiques extrêmes ;
- CONSIDÉRANT que le changement climatique et le dépassement des limites écologiques par l'économie mondiale non régulée participent de l'extinction massive

d'espèces ;

- CONSIDÉRANT que la Région Centre-Val de Loire subit déjà les effets du changement climatique, et que les effets à plus long terme de ces changements sont encore inconnus, mais présentent des risques importants pour le territoire régional et ses habitants.
  - Territoire avec une couverture forestière sensible aux feux de forêt, en témoigne récemment ceux qui ont eu lieu en Brenne en 2019 et en Sologne en 2020
  - Territoire sensible à la sécheresse tant pour les forêts que pour l'agriculture, en témoigne les épisodes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents (sécheresse, grêle, etc.)
  - Territoire aux nombreuses rivières faisant face régulièrement à des inondations ou des problématiques d'étiage, en témoignent les dernières inondations très importantes ;
  - Territoire aux canicules de plus en plus fréquentes, notamment avec des îlots de chaleur en milieu urbains (habitat, écoles, etc.), et des pics de pollution
  - Territoire de Loire, avec des impacts désormais irréversibles du dérèglement climatique
- CONSIDÉRANT que la sauvegarde d'un climat sûr et stable nécessite une mobilisation d'urgence à une échelle sans précédent pour atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre dans tous les secteurs dans des délais très courts, et la mise en œuvre de mesures de justice sociale visant à protéger toutes les personnes mais aussi toutes les espèces des conséquences d'un changement climatique brutal ;
- CONSIDÉRANT que l'ampleur du changement climatique et de ses conséquences dans un futur très proche dépend de la façon dont l'humanité va réduire puis stopper ses émissions de gaz à effet de serre dans les prochaines années. Que l'action en faveur de la réduction des émissions est donc une nécessité vitale, pour la Région Centre-Val de Loire comme pour l'humanité toute entière ;
- CONSIDÉRANT que selon le GIEC, 50 % à 70 % des leviers d'actions pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre se situent au niveau local ou régional ;
- CONSIDÉRANT le Bilan carbone du territoire régional, élaboré en 2021 dans le cadre de la COP régionale et le Bilan carbone de la collectivité, élaboré en 2020 dans le cadre de la COP régionale ;

PAR CES MOTIFS,

- **La Région Centre-Val de Loire déclare l'état d'urgence climatique et sociale en réponse à la menace qui pèse sur notre territoire, notre région, notre État, l'humanité et le monde naturel ;**

- La Région Centre-Val de Loire s'engage dans un effort de mobilisation d'urgence pour faire face à la crise climatique et à la perte de biodiversité, avec pour objectif, en association avec les efforts régionaux et nationaux, d'atteindre la neutralité carbone sur son territoire le plus rapidement possible et au plus tard en 2050. Elle s'engage également dans l'accélération des stratégies d'adaptation et de résilience face aux intensifications des impacts climatiques et à l'érosion de la biodiversité.

Pour cela, la Région Centre-Val de Loire s'engage à :

- 1) Informer et former par tous les moyens possibles les habitants de la région sur la situation et les effets écologique et sociaux du dérèglement climatique et des crises écologiques
  - a) Mettre en place une forme de GIEC régional (accès à la connaissance, culture scientifique)
  - b) Mobiliser toutes ses compétences pour partager ces informations et connaissances
  - c) Partager les éléments de suivi évaluation : bilan carbone territorial et de la collectivité, budget carbone, indicateurs économiques et sociaux
  - d) Développer une démarche d'éducation populaire sur ces sujets, s'appuyant sur l'ensemble de ses compétences pour l'éducation tout au long de la vie
- 2) Intégrer l'urgence climatique, écologique et sociale dans toutes les politiques publiques
  - a) Ajuster ses engagements (notamment dans le SRADDET) au regard des conclusions du rapport du GIEC
  - b) Amplifier la COP régionale comme approche intégrée de la transition
  - c) Accompagner les habitants à participer et amplifier leur engagement dans la transition
  - d) Soutenir activement les collectivités, notamment par le renforcement de la coordination de la Convention européenne des Maires pour le climat et l'énergie à l'échelon régional, et acteurs économiques dans leur transition
  - e) Faire de ce mandat régional celui de la transition à 360 degrés
- 3) Engager une transition exemplaire de la Collectivité
  - a) Mettre en œuvre le premier Plan de transition de la Collectivité, accompagné d'un plan de formation pour les agents et les élus de la collectivité
  - b) Assurer un suivi-évaluation de ce Plan
- 4) Faire de la prospective permanente autour des vulnérabilités, avec la préoccupation de la justice sociale, à la fois pour l'atténuation mais bien aussi

d'ores et déjà pour l'adaptation

- a) Développer l'étude des vulnérabilités
  - b) Développer la participation des populations vulnérables au centre de tous les processus de planification des efforts de transition
  - c) Mettre en place des indicateurs sociaux des mesures climatiques engagées
  - d) Nourrir les stratégies et plans régionaux de vision prospective en matière d'adaptation
- 5) Intégrer directement les citoyens et les acteurs de la société civile organisée dans ses décisions
- a) Faire vivre la Démocratie permanente et la participation
  - b) Conforter l'Assemblée Régionale pour le Climat et l'Energie (ACTE) et l'ouvrir aux citoyens
  - c) Mettre en place une Convention entreprises pour le climat
  - d) Mettre en place un Panel citoyen pour l'évaluation du 1<sup>er</sup> Accord régional de la COP et les perspectives à développer
- 6) Coopérer avec les territoires de la région et au-delà :
- a) Développer les dynamiques de coopération pour permettre la transition
  - b) Développer des coopérations locale, européenne et internationale autour du climat et de la justice sociale
- 7) Être une porte-parole de la nécessité d'engagement plus concrets et rapides auprès de l'Etat, de l'Union Européenne et des instances et organisations concernées par le dérèglement climatique. Continuer d'agir pour que la voix des territoires et des citoyens soient mieux prises en compte dans les processus de négociation mondiale autour du climat

IL EST ENFIN RÉSOLU que la Région Centre-Val de Loire appelle le gouvernement français et tous les gouvernements et peuples du monde à lancer un effort de transition juste et de mobilisation en faveur de l'urgence climatique et sociale.